



**PRÉFET  
DE MAINE-ET-LOIRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,  
de l'aménagement et du logement des  
Pays de la Loire**

Unité Inter-Départementale Anjou Maine  
Pôle Risques Chroniques  
rue du Cul d'Anon  
BP 80145  
49183 Saint-Barthélémy

Saint-Barthélémy, le 04 février 2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

**Visite d'inspection du 23/01/2025**

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

**BULL SAS**

Zone Industrielle La Guérinière  
210, bd André Bahonneau  
49800 Trélazé

**Références :** 2025-39\_ATOS\_INSP\_RAP  
**Code AIOT :** 0006302334

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/01/2025 dans l'établissement BULL SAS implanté Zone Industrielle La Guérinière 210, bd André Bahonneau 49800 Trélazé. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection s'effectue dans le cadre de l'action nationale concernant les gaz à effet de serre fluorés et du suivi de l'installation classée à ce titre au sein du site de ATOS Trélazé.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- BULL SAS
- Zone Industrielle La Guérinière 210, bd André Bahonneau 49800 Trélazé
- Code AIOT : 0006302334
- Régime : Déclaration avec controle
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'établissement Atos à Trélazé est un site d'étude et de développement de logiciels. Ce site exploite également des matériels informatiques (centre d'hébergement informatique - Datacentre) pour la fourniture de prestations informatiques à partir de systèmes informatiques installés dans les trois différents centres techniques au sein du site. Le site dispose de divers équipements techniques permettant d'assurer le fonctionnement des salles informatiques et également de permettre la continuité de service des activités en cas de rupture de service, partielle ou totale, du fournisseur

d'électricité. Le site dispose de plusieurs groupes électrogènes afin d'assurer la reprise de la production électrique en cas de coupure ainsi que plusieurs équipements de refroidissement afin de garantir une certaine température dans les trois centres de données du site.

Thèmes de l'inspection :

- AN25 Fluides frigos
- Fluides frigo/SAO/GESF

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle           | Référence réglementaire                     | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup> | Proposition de délais |
|----|-----------------------------|---------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------|
| 4  | Récupération et destruction | Règlement européen du 07/02/2024, article 8 | Demande de justificatif à l'exploitant                                                                                     | 1 mois                |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle              | Référence réglementaire                                 | Autre information |
|----|--------------------------------|---------------------------------------------------------|-------------------|
| 1  | Changement d'exploitant        | Code de l'environnement du 01/03/2017, article R.512-68 | Sans objet        |
| 2  | Contrôles périodiques          | Code de l'environnement du 20/01/2025, article R.512-59 | Sans objet        |
| 3  | État des stocks                | Arrêté Ministériel du 04/08/2014, article 3.3           | Sans objet        |
| 5  | Fiches d'intervention          | Code de l'environnement du 31/12/2015, article R.543-82 | Sans objet        |
| 6  | Contrôle d'étanchéité          | Règlement européen du 07/02/2024, article 5             | Sans objet        |
| 7  | Certification                  | Règlement européen du 07/02/2024, article 10            | Sans objet        |
| 8  | Systèmes de détection de fuite | Règlement européen du 07/02/2024, article 6             | Sans objet        |
| 9  | Étiquetage des équipements     | Arrêté Ministériel du 04/08/2014, article 3.2           | Sans objet        |
| 10 | Marque de contrôle             | Arrêté Ministériel du 29/02/2016, article 6 et 7        | Sans objet        |
| 11 | Puissance thermique nominale   | Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 1.3           | Sans objet        |
| 12 | Appareils de secours           | Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 1.4.1         | Sans objet        |

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site a connu des changements depuis son rachat par le groupe ATOS en 2014/2015. À ce titre des opérations ont été effectuées sur certaines installations dont les équipements de refroidissement chargés en fluides frigorigènes ainsi que sur les groupes électrogènes.

De fait la mise hors d'usage de certains équipements de refroidissement nécessite des justificatifs supplémentaires concernant le traitement des fluides frigorigènes qui ont été vidangés.

## 2-4) Fiches de constats

## N° 1 : Changement d'exploitant

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 01/03/2017, article R.512-68                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
| <b>Thème(s) :</b> Situation administrative, ICPE Déclaration                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>Sans préjudice des dispositions de l'article R. 181-47, et sauf dans le cas prévu à l'article R. 516-1, lorsqu'une installation classée soumise à enregistrement ou à déclaration change d'exploitant, le nouvel exploitant en fait la déclaration au préfet dans le mois qui suit la prise en charge de l'exploitation. Un arrêté du ministre chargé des installations classées fixe le modèle national de cette déclaration et précise les conditions dans lesquelles elle est transmise par voie électronique.<br><br>Cette déclaration mentionne, s'il s'agit d'une personne physique, les nom, prénoms et domicile du nouvel exploitant et, s'il s'agit d'une personne morale, sa dénomination ou sa raison sociale, sa forme juridique, l'adresse de son siège social ainsi que la qualité du déclarant. Pour les installations prévues à l'article R. 512-55, la déclaration est accompagnée d'un justificatif de réalisation du dernier contrôle périodique.<br><br>Il est délivré un récépissé sans frais de cette déclaration. |
| <b>Constats :</b><br><br>Le groupe ATOS a racheté le groupe BULL en 2014.<br>Le site de Trélazé est désormais enregistré sous le N°SIRET 40802471900804.<br>L'exploitant a informé l'inspection avoir réalisé la téléprocédure de changement d'exploitant (Service-Public.fr) sous le numéro de dossier A-5-53ROGCZ49 le 20/01/2025.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |

## N° 2 : Contrôles périodiques

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 20/01/2025, article R.512-59                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
| <b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Conformité de l'installation                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>L'organisme de contrôle périodique remet son rapport de visite à l'exploitant de l'installation classée en un exemplaire, le cas échéant par voie électronique, dans un délai de soixante jours après la visite. Le rapport comporte la totalité des résultats du contrôle et précise les points de non-conformité et de non-conformité majeure telle que définie à l'article R. 512-58. Un arrêté du ministre chargé des installations classées fixe son format et la nature des autres informations qu'il contient.<br><br>L'exploitant tient les deux derniers rapports à la disposition de l'inspection des installations classées dont il relève en application de l'article R. 514-1.<br>L'organisme de contrôle périodique conserve, pour chaque installation contrôlée, les résultats de ses deux dernières visites. |
| <b>Constats :</b><br><br>L'exploitant a transmis à l'inspection les rapports concernant ses ICPE 2910 et 1185 sous déclaration avec contrôle périodique.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |

L'organisme agréé, SOCOTEC (n°accréditation 3-1595) est intervenu sur site le 06/01/2025.

Le rapport de l'installation 2910 fait état 1 non-conformité majeure liée à l'absence de dispositif de coupure sur l'alimentation en combustible des groupes électrogènes du centre 2. L'exploitant a fourni un bon de commande (n°5700181202) auprès de Engie Cofely pour une intervention les 18 et 19 février 2025. L'exploitant a informé l'inspection qu'il sollicitera Socotec à l'issue des travaux pour un contrôle complémentaire. Ce document sera à transmettre à l'inspection.

Le rapport de l'installation 1185 ne fait état d'aucune non-conformité majeure.

Par ailleurs, l'exploitant a signalé son engagement dans une démarche de certification ISO14001 d'ici la fin du premier semestre 2025.

De fait, l'inspection rappelle que la mise en œuvre d'un système de management environnemental certifié, couvrant les installations classées, modifie la périodicité des contrôles périodiques de 5 ans à 10 ans.

**Type de suites proposées :** Sans suite

### N° 3 : État des stocks

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/08/2014, article 3.3

**Thème(s) :** Produits chimiques, Fluides frigorigènes

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant tient à jour un inventaire des équipements et des stockages fixes qui contiennent plus de 2 kg de fluide présents sur le site précisant leur capacité unitaire et le fluide contenu, ainsi que la quantité maximale susceptible d'être présente dans des équipements sous pression transportables ou dans des emballages de transport.

**Constats :**

L'exploitant a transmis à l'inspection l'inventaire de ses équipements avec une charge supérieure à 2 kg de fluides frigorigènes.

La dernière déclaration de modification des conditions d'exploiter du 09/03/2021 fait état d'une capacité totale de 1 681 kg. D'après l'inventaire transmis, la nouvelle capacité totale de l'installation est de 1 327,4 kg. Ce changement est lié à la vidange et la mise hors d'usage de trois groupes froid.

Actuellement, 14 équipements composent l'installation 1185 :

- 3 équipements en extérieur avec une charge respective de 3,8 kg de R410a pour la production d'eau glacée ;
- 2 équipements en intérieur avec une charge respective de 50 kg de R407C pour le refroidissement des centres de données ;
- 9 équipements en extérieur avec des charges de 87 kg à 164 kg de R134a, pour le refroidissement des centres de données.

À la suite de l'inspection, l'exploitant a télédéclaré cette modification de la quantité totale de gaz à effet de serre fluorés susceptible d'être présente dans l'installation le 31/01/2025 (dossier n°A-5-D0A9WKNCD).

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 4 : Récupération et destruction

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 07/02/2024, article 8                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
| <b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Fluides frigorigènes                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br><ol style="list-style-type: none"><li>1. Les exploitants d'équipements qui contiennent des gaz à effet de serre fluorés non contenus dans des mousses veillent à ce que ces substances soient récupérées et, après la mise hors service des équipements, à ce qu'elles soient recyclées, régénérées ou détruites.</li></ol><br>[...]                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
| <b>Constats :</b><br><br>L'exploitant a effectué la vidange de deux équipements (GFS6+ et GFS5) afin de les mettre hors d'usage, ce qui explique la baisse de la quantité totale de gaz à effet de serre fluorés de l'installation. A ce titre, les bordereaux de suivi de déchets générés par ces opérations réalisées en 2020 et 2021 ont été transmis à l'inspection.<br><br>L'installation de destination des déchets est renseignée pour chaque document. Cependant, l'inspection constate l'absence de visa de l'installation de traitement ainsi que l'absence de code R ou D correspondant à l'opération de valorisation ou d'élimination réalisée sur le fluide frigorigène réceptionné qui doit être spécifié. Il s'agit, en principe, du code R2 (Régénération) ou D10 (Incinération).<br><br>La vidange des deux équipements porte sur un total de 264,8 kg de R134a. |
| <b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b><br><br>L'exploitant doit transmettre à l'inspection les bordereaux de suivi de déchets dangereux complétés et signés par l'installation de traitement.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
| <b>Proposition de délais :</b> 1 mois                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |

#### N° 5 : Fiches d'intervention

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 31/12/2015, article R.543-82                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
| <b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Fluides frigorigènes                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>L'opérateur établit une fiche d'intervention pour chaque opération nécessitant une manipulation des fluides frigorigènes effectuée sur un équipement.<br><br>Pour tout équipement dont la charge en HCFC est supérieure à trois kilogrammes ou dont la charge en HFC ou PFC est supérieure à 5 tonnes équivalent CO <sub>2</sub> au sens du règlement (UE) n° 517/2014 du 16 avril 2014, cette fiche est signée conjointement par l'opérateur et par le détenteur de l'équipement qui conserve l'original. L'opérateur et le détenteur de l'équipement conservent un exemplaire de cette fiche pendant au moins cinq ans à compter de la date de signature de la fiche et le tiennent à la disposition des opérateurs intervenant ultérieurement sur l'équipement et de l'administration. |
| <b>Constats :</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |



L'exploitant a présenté à l'inspection son registre de suivi de l'installation 1185 (principalement plateforme numérique) et notamment les différentes fiches d'intervention afférentes aux équipements dont la charge en HFC est supérieure à 5 tonnes équivalent CO<sub>2</sub>.

Dans le cadre de la mise hors d'usage des certains équipements, l'inspection a consulté les fiches d'intervention concernant la récupération et le traitement des fluides frigorigènes.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 6 : Contrôle d'étanchéité

**Référence réglementaire :** Règlement européen du 07/02/2024, article 5

**Thème(s) :** Produits chimiques, Fluides frigorigènes

**Prescription contrôlée :**

1. Les exploitants et les fabricants d'équipements qui contiennent 5 tonnes équivalent CO<sub>2</sub> ou plus de gaz à effet de serre fluorés inscrits à l'annexe I ou 1 kilogramme ou plus de gaz à effet de serre fluorés inscrits à la section 1 de l'annexe II, qui ne sont pas contenus dans des mousses, veillent à ce que ces équipements fassent l'objet de contrôles d'étanchéité.[...]
2. Le paragraphe 1 s'applique aux exploitants et aux fabricants des équipements fixes ci-après qui contiennent des gaz à effet de serre fluorés inscrits à l'annexe I ou à la section 1 de l'annexe II: a) équipements de réfrigération ; b) équipements de climatisation ; c) pompes à chaleur ;

[...]

6. Les contrôles d'étanchéité visés au paragraphe 1 sont effectués à la fréquence suivante :

- a) pour les équipements contenant moins de 50 tonnes équivalent CO<sub>2</sub> de gaz à effet de serre fluorés inscrits à l'annexe I ou moins de 10 kilogrammes de gaz à effet de serre fluorés inscrits à la section 1 de l'annexe II : au moins tous les douze mois ; ou, lorsqu'un système de détection des fuites est installé dans ces équipements, au moins tous les vingt-quatre mois ;
- b) pour les équipements contenant 50 tonnes équivalent CO<sub>2</sub> ou plus, mais moins de 500 tonnes équivalent CO<sub>2</sub> de gaz à effet de serre fluorés inscrits à l'annexe I ou 10 kilogrammes ou plus, mais moins de 100 kilogrammes de gaz à effet de serre fluorés inscrits à la section 1 de l'annexe II : au moins tous les six mois ou, lorsqu'un système de détection des fuites est installé dans ces équipements, au moins tous les douze mois ;

**Constats :**

D'après l'inventaire transmis, l'exploitant ne possède aucun équipement chargé en HFO donc n'est pas soumis à la section 1 de l'annexe II.

Concernant les installations qui contiennent plus de 5 tonnes équivalent CO<sub>2</sub> de gaz à effet de serre fluorés, l'exploitant a transmis l'ensemble des fiches d'intervention pour le contrôle d'étanchéité des 14 équipements :

- 11 équipements avec une charge supérieure à 50 tonnes équivalent CO<sub>2</sub> ont été contrôlés deux fois, entre mars 2024 et janvier 2025. Aucune fuite n'est constatée par l'opérateur lors de ces contrôles ;
- 3 équipements avec une charge entre 5 et 50 tonnes équivalents CO<sub>2</sub> ont été contrôlés une fois, en avril 2024. Aucune fuite n'est constatée par l'opérateur lors de ces contrôles.

**Type de suites proposées :** Sans suite

## N° 7 : Certification

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 07/02/2024, article 10                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |
| <b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Fluides frigorigènes                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>[...]<br>2. Les personnes morales disposent d'une certification au sens de l'article 4, paragraphe 7, couvrant les gaz à effet de serre fluorés qui y sont mentionnés, pour effectuer l'installation, la maintenance ou l'entretien, la réparation ou la mise hors service des équipements énumérés à l'article 5, paragraphe 2, points a) à e), et à l'article 5, paragraphe 3, points a) et b), impliquant des gaz à effet de serre fluorés ou des solutions de substitution pertinentes aux gaz à effet de serre fluorés, y compris des réfrigérants naturels, selon le cas.<br>[...] |
| <b>Constats :</b><br><br>Les opérations de contrôles d'étanchéité sont réalisées par : <ul style="list-style-type: none"><li>• AXIMA REFRIGERATION (n°Siret 44026717701323) avec une attestation valide n°37938 pour Catégorie I ;</li><li>• ENGIE ENERGIES SERVICES (n°Siret 55204695503591) avec une attestation valide n°422 pour Catégorie I.</li></ul>                                                                                                                                                                                                                                                                     |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |

## N° 8 : Systèmes de détection de fuite

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 07/02/2024, article 6                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
| <b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Fluides frigorigènes                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>1. Les exploitants des équipements fixes énumérés à l'article 5, paragraphe 2, points a) à d), qui contiennent des gaz à effet de serre fluorés inscrits à l'annexe I dans des quantités supérieures ou égales à 500 tonnes équivalent CO <sub>2</sub> ou 100 kilogrammes ou plus de gaz inscrits à la section 1 de l'annexe II veillent à ce que ces équipements soient dotés d'un système de détection des fuites permettant d'alerter, en cas de fuite, l'exploitant ou une société assurant l'entretien. |
| <b>Constats :</b><br><br>Aucun équipement de l'installation n'est concerné par l'obligation de mise en place d'un système de détection de fuite. En effet, les équipements ne sont pas chargés en gaz inscrits sur la section 1 de l'annexe II.<br>Quant aux HFC de l'annexe I (R134a, R410A, R407C), les quantités présentes dans les différents équipements sont inférieures à 500 tonnes équivalent CO <sub>2</sub> .                                                                                                                            |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |

## N° 9 : Étiquetage des équipements

|                                                                                |
|--------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/08/2014, article 3.2 |
| <b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Fluides frigorigènes                     |
| <b>Prescription contrôlée :</b>                                                |



Les équipements clos en exploitation comportent un étiquetage visible sur la nature du fluide et la quantité de fluide qu'ils sont susceptibles de contenir.

**Constats :**

L'ensemble des équipements dispose d'un étiquetage avec la mention des gaz à effet de serre fluorés contenus, leur quantité ainsi que leur poids en équivalent CO2.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 10 : Marque de contrôle**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 29/02/2016, article 6 et 7

**Thème(s) :** Produits chimiques, Fluides frigorigènes

**Prescription contrôlée :**

Article 6 :

Quand il est établi à l'issue du contrôle d'étanchéité que l'équipement ne présente pas de fuites, l'opérateur appose sur l'équipement la marque de contrôle d'étanchéité.

La marque de contrôle d'étanchéité est constituée d'une vignette adhésive ayant la forme d'un disque bleu de diamètre supérieur ou égal à quatre centimètres et conforme au modèle figurant à l'annexe du présent arrêté.

Article 7 :

Lorsque des fuites sont constatées lors du contrôle d'étanchéité de l'équipement (y compris contrôle de maintenance) et que l'opérateur ne peut y remédier sur-le-champ, il appose sur l'équipement la marque signalant un défaut d'étanchéité.

La marque signalant le défaut d'étanchéité est constituée d'une vignette ayant la forme d'un disque rouge de diamètre supérieur ou égal à quatre centimètres et conforme au modèle figurant à l'annexe du présent arrêté. Cette marque est apposée sur la marque de contrôle d'étanchéité.

**Constats :**

L'ensemble des équipements dispose d'une marque de contrôle (vignette circulaire bleue) indiquant la date limite de validité du contrôle d'étanchéité.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 11 : Puissance thermique nominale**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 1.3

**Thème(s) :** Situation administrative, Modification de déclaration

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :

- les plans de l'installation tenus à jour ;
- - la preuve du dépôt de déclaration et les prescriptions générales ;
- [...]

**Constats :**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p>Lors de sa dernière déclaration (A-1-NHNTWWDKNT du 09/03/2021), l'exploitant indiquait une puissance thermique nominale de 17,34 MW pour son installation de combustion (2910).</p> <p>Au cours de la vérification de cette déclaration, l'exploitant a indiqué avoir recalculé sa puissance thermique nominale, différente de celle calculée par ses prestataires, en modifiant le débit de combustible entrant dans chacun de ses appareils (selon les informations du constructeur). De fait la puissance totale est réévaluée à 18,11 MW.</p> <p>Cette puissance thermique nominale reste inférieure au palier supérieur du régime déclaratif (20 MW).</p> <p>À la suite de l'inspection, l'exploitant a télédéclaré la modification de la puissance thermique nominale de l'installation de combustion le 31/01/2025 (dossier n°A-5-D0A9WKNCD).</p> |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |

#### N° 12 : Appareils de secours

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 1.4.1</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
| <p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, appareils de combustion</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les dispositions des points 2.3, 2.5, 3.9, 5.2 (deuxième alinéa), 5.9, 5.10 (deuxième alinéa), 6.2.2 A et B, 6.2.3, 6.2.4, 6.2.5, 6.2.6, 6.3, 6.4, 8.3 et 8.4 de la présente annexe ne s'appliquent pas aux appareils de combustion destinés uniquement à alimenter des systèmes de sécurité ou à prendre le relais de l'alimentation principale du site en cas de défaillance accidentelle de celle-ci, et pour lesquelles l'exploitant s'est engagé à les faire fonctionner moins de 500 heures par an.</p>                                                                                                                                                                                                       |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a fourni la liste des appareils qui composent l'installation de combustion.</p> <p>L'ensemble des appareils de combustion (fioul) est constitué de huit groupes électrogènes (GE) divisés en deux parcs destinés à prendre le relais de l'alimentation électrique principale en cas de coupure. Leur fonctionnement respectif est inférieur à 500 h / an. Les GE sont alimentés par trois réservoirs souterrains pour un total de 119 tonnes de fioul en stock.</p> <p>Ainsi les huit groupes électrogènes ne sont pas soumis aux dispositions de l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 03/08/2018 liées au respect des valeurs limites d'émission atmosphériques ainsi qu'aux conditions de rejet.</p> |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |